

Communiqué de presse du Conseil d'Etat

17 octobre 2012

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève internationale.....	4
Financement du loyer des missions des pays les moins avancés	4
Aide aux personnes amputées suite au tremblement de terre en Haïti.....	4
Genève-Confédération	5
« Oui mais » à la révision de la loi fédérale sur les étrangers	5
Aéroport de Zurich : oui à l'accord entre la Suisse et la République fédérale d'Allemagne.....	5
Genève favorable aux modifications des lois sur le transport de voyageurs et sur les entreprises de transport par route.....	6
Accueil mitigé de la révision partielle de la loi fédérale sur la protection de la population et sur la protection civile	6
Oui à la révision de l'ordonnance sur l'approvisionnement en électricité	7
Genève	8
Premier bilan de la loi sur l'énergie	8
Unireso : adoption du rapport de gestion et des comptes	9
TPG 2012-2013 : un réseau stabilisé, des améliorations concrètes	10
Approbation des comptes 2011 des fondations immobilières de droit public.....	11
Agenda des invitations à la presse	12

Genève internationale

Financement du loyer des missions des pays les moins avancés

Le Conseil d'Etat a défini les modalités de l'aide que l'Etat de Genève fournit aux missions diplomatiques des pays les moins avancés (PMA) auprès des institutions internationales établies à Genève. La contribution, accordée sous forme de participation au loyer de ces missions, se monte à 3000 francs maximum par mois et par mission.

Le Conseil d'Etat s'était engagé, en 1995, à mettre à disposition des PMA une Maison universelle afin qu'ils puissent y installer les locaux de leurs missions. Dans l'attente de la création de cette Maison universelle, l'Etat s'était engagé à accorder une participation pour le loyer plafonnée à 3000 francs par mois et par mission.

Le projet de la Maison universelle n'a pas pu aboutir suite au référendum municipal du 7 juin 1998 contre le projet d'aménagement de la place des Nations. La décision du Conseil d'Etat ne fait dès lors que formaliser de manière définitive l'aide fournie aux missions des PMA depuis 1995.

Pour toute information complémentaire : Mme Maria Jesus Alonso Lormand, directrice du service de la solidarité internationale, DS, ☎ 022 388 15 43.

Aide aux personnes amputées suite au tremblement de terre en Haïti

Le Conseil d'Etat a accordé un soutien financier de 380'000 francs au projet de coopération décentralisée entre la filière de psychomotricité de la Haute école de travail social, l'Université d'Etat d'Haïti et l'association locale Healing Hands for Haïti.

Cette aide, qui s'échelonne sur la période 2012-2014, servira à la réhabilitation de personnes amputées suite au tremblement de terre de 2010 et à la formation de professionnels locaux et d'étudiant-e-s universitaires spécialisé-e-s dans la prise en charge de cette population.

Pour toute information complémentaire : Mme Maria Jesus Alonso Lormand, directrice du service de la solidarité internationale, DS, ☎ 022 388 15 43.

Genève-Confédération

« Oui mais » à la révision de la loi fédérale sur les étrangers

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation du Département fédéral de justice et police relative à la révision partielle de la loi fédérale sur les étrangers (LEtr). Cette révision vise à réintroduire dans la loi la participation financière de la Confédération à la construction et/ou l'aménagement de places de détention administrative par les cantons, à améliorer le système de sanctions à l'égard des entreprises de transport qui violent leur devoir de diligence et enfin à créer une base légale permettant au système d'information sur les passagers d'effectuer des comparaisons automatisées avec d'autres banques de données et d'assurer l'échange d'informations entre autorités chargées des contrôles aux frontières.

Dans sa réponse, le Conseil d'Etat relève le caractère globalement positif des modifications légales proposées, dès lors qu'elles convergent toutes vers une meilleure maîtrise des flux migratoires et, surtout, un meilleur contrôle de l'immigration illégale.

La réintroduction dans la loi fédérale d'une disposition invitant la Confédération à soutenir financièrement les projets de construction ou d'aménagement d'établissements destinés à la détention administrative est accueillie très favorablement.

Le Conseil d'Etat déplore toutefois le fait que ce financement puisse être conditionné à la taille et à la localisation des établissements. En effet, si, comme le mentionne le rapport explicatif fourni par la Confédération, les projets proposés doivent prévoir la construction « d'au moins 100 places de détention dans un emplacement central », il n'est pas certain que Genève puisse bénéficier d'une quelconque participation de la part de la Confédération, compte tenu de sa réalité territoriale, foncière et financière, alors même que notre canton aspire à disposer d'un nombre plus élevé de places de détention administrative afin de renforcer solidement sa chaîne sécuritaire.

Pour toute information complémentaire : M. Laurent Forestier, secrétaire général adjoint chargé de communication, DS, ☎ 022 327 94 12 ou 079 240 83 67.

Aéroport de Zurich : oui à l'accord entre la Suisse et la République fédérale d'Allemagne

Le Conseil d'Etat a préavisé favorablement l'accord entre la Confédération suisse et la République fédérale d'Allemagne relatif aux effets de l'exploitation de l'aéroport de Zurich sur le territoire de cette dernière, mis en consultation par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication. Le gouvernement se réjouit qu'une solution soit trouvée qui préserve le rôle de l'aéroport de Zurich comme l'une des plateformes européennes du trafic aérien mondial et que la fonction des trois aéroports nationaux de Zurich, de Genève et de Bâle-Mulhouse soit conservée dans le cadre du plan sectoriel

de l'infrastructure aéronautique, afin de maintenir l'attractivité de la place économique du pays et des régions qui le composent.

La solution négociée représente un compromis qui met un terme à un conflit qui dure depuis de nombreuses années. Elle intervient toutefois dans un contexte tout à fait particulier et ne saurait constituer un précédent dont pourraient se prévaloir de tierces parties.

En mettant fin au différend qui oppose les autorités helvétiques aux citoyens et aux collectivités publiques allemands, l'accord contribue de manière générale à stabiliser les relations entre la Suisse et ses voisins dans le domaine du transport aérien.

*Pour toute information complémentaire : Mme Catherine Lance Pasquier, secrétaire générale adjointe, DSE,
☎ 022 327 92 02.*

Genève favorable aux modifications des lois sur le transport de voyageurs et sur les entreprises de transport par route

Le Conseil d'Etat a répondu favorablement aux consultations du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication sur des modifications touchant d'une part la loi sur le transport de voyageurs, d'autre part celle sur les entreprises de transport par route.

La première vise à faire évoluer la législation fédérale concernant les possibilités à disposition des exploitants lors de la mise en place de trains de supporters.

La deuxième vise à harmoniser les législations suisses et européennes sur les transports routiers.

Les préavis positifs du Conseil d'Etat se basent sur la consultation des différents services cantonaux compétents, ainsi que des partenaires locaux dans le domaine des transports publics.

*Pour toute information complémentaire : M. Fabrice Etienne, direction générale de la mobilité, DIME,
☎ 022 546 78 38.*

Accueil mitigé de la révision partielle de la loi fédérale sur la protection de la population et sur la protection civile

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation relative à la révision partielle de la loi sur la protection de la population et sur la protection civile, initiée par le département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports.

Le projet mis en consultation vise principalement à mettre en place des mesures de lutte contre les abus en matière d'octroi d'allocations pour perte de gain (APG) lors de services de protection civile.

Dans sa réponse, le canton précise qu'il n'est pas concerné par le type d'abus visé, soit le financement de salaires par le biais des APG, et qu'au surplus il veille au respect des limitations de jours de service prescrites par le droit fédéral.

La proposition de mise en place d'un outil informatique commun entre la Confédération et les cantons pour la gestion du personnel de la protection civile est accueillie favorablement au moment où le canton examine le remplacement de son programme actuel.

En revanche, le canton s'oppose aux restrictions envisagées dans le régime des APG, du fait qu'elles ne tiennent pas compte de la proportionnalité. La participation accrue de la Confédération dans le processus

d'autorisation de certaines interventions de la protection civile est également refusée en raison de la mise en doute des compétences décisionnelles des cantons.

*Pour toute information complémentaire : M. Jérôme Felley, directeur du service de la sécurité civile, DS,
☎ 022 546 58 00.*

Oui à la révision de l'ordonnance sur l'approvisionnement en électricité

Le Conseil d'Etat a répondu positivement à une consultation du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication relative à l'ordonnance sur l'approvisionnement en électricité, dont la révision est prévue dans le cadre de la stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral.

Dans sa réponse, le Conseil d'Etat salue les mesures proposées par la Confédération, lesquelles contribueront notamment à garantir le financement des investissements nécessaires dans le réseau électrique.

*Pour toute information complémentaire : M. Olivier Epelly, directeur du service cantonal de l'énergie, DS,
☎ 022 327 93 64.*

Premier bilan de la loi sur l'énergie

Le Conseil d'Etat a répondu à la motion M 2057, qui lui demande de faire un premier bilan sur la loi sur l'énergie, adoptée en votation le 7 mars 2010.

La révision de la loi sur l'énergie a introduit de nombreuses dispositions à la fois ambitieuses et novatrices. Deux ans après, les députés souhaitent être informés des impacts observés, des difficultés rencontrées et des améliorations à apporter.

Dans sa réponse, le Conseil d'Etat indique que toutes les dispositions pouvant s'appliquer sans délai ont été mises en œuvre dès l'entrée en vigueur de la loi, soit dès le mois d'août 2010. Ainsi, tous les bâtiments neufs doivent respecter un standard de haute performance énergétique du type Minergie et être équipés de panneaux solaires thermiques. L'installation de panneaux solaires thermiques est également obligatoire lors de la rénovation de la toiture d'un bâtiment. D'autre part, les plans d'aménagement du territoire comportent systématiquement un concept énergétique territorial. Un tel concept identifie notamment les opportunités de développement de réseaux de distribution de chaleur ou de froid, pour une portion du territoire donnée, pouvant être alimentés par des sources renouvelables ou des rejets thermiques.

Le Conseil d'Etat énumère par ailleurs les dispositions qui requièrent une mise en œuvre par étapes. Ainsi, la loi prévoit un suivi systématique de la consommation d'énergie de tous les bâtiments existants. Ce suivi est échelonné en fonction du type de bâtiments. En outre, ce n'est qu'après avoir mesuré la consommation d'énergie pendant trois ans que la performance d'un bâtiment pourra être qualifiée, soit au plus tôt en 2014. Ensuite, si la performance n'est pas satisfaisante, il sera obligatoire de réaliser un audit énergétique. Les propriétaires de bâtiments ayant une consommation d'énergie de chauffage particulièrement élevée seront alors contraints de prendre des mesures d'amélioration.

La révision de la loi sur l'énergie a par ailleurs introduit de nouvelles obligations pour les quelque six cents grands consommateurs d'énergie du canton. Tous les dix ans, ceux-ci doivent choisir entre différentes variantes d'amélioration de leur efficacité énergétique en se basant notamment sur un audit énergétique préalable. Pour permettre aux bureaux d'ingénieurs conseils de répondre à cette demande d'audits, le Conseil d'Etat a décidé, en août dernier, d'appliquer ces dispositions de façon échelonnée, en commençant par les grands consommateurs qui présentent les enjeux énergétiques les plus importants.

*Pour toute information complémentaire : M. Olivier Epelly, directeur du service cantonal de l'énergie, DS,
☎ 022 327 93 64.*

Unireso : adoption du rapport de gestion et des comptes

Le Conseil d'Etat a adopté le rapport de gestion comprenant les comptes de la communauté tarifaire intégrale Unireso pour l'année 2011.

2011 marque les dix ans de la communauté tarifaire qui regroupe les trois opérateurs majeurs des transports publics à Genève que sont les Transports publics genevois (TPG), les Chemins de fer fédéraux (CFF) et la Société des Mouettes Genevoises Navigation SA (SMGN). En 2011, une nouvelle convention régionale a été signée pour le Grand Genève, qui intègre sept opérateurs de transport du bassin franco-valdo-genevois : aux trois opérateurs genevois s'ajoutent les transports publics nyonnais (TPN), les transports annemassiens collectifs (TAC), Véolia et la SNCF. L'harmonisation des tarifs et la simplification des transports par l'utilisation toujours plus élargie du système « un voyage = un ticket » connaissent un développement réjouissant.

L'année 2011 est également la première année du nouveau contrat de prestations quadriennal 2011-2014 conclu entre les trois opérateurs genevois d'Unireso et l'Etat de Genève. Unireso enregistre les recettes de transports et les répartit entre les opérateurs selon une clé de répartition convenue. Après une année 2010 en croissance de 5,7%, les recettes sur le territoire du canton de Genève ont atteint 140,1 millions de francs en 2011, soit une nouvelle hausse de 5,3%. En l'absence d'augmentation tarifaire sur cette période, ce bon résultat est entièrement attribuable à l'amélioration de l'offre de transport. Les prévisions de recettes ont été dépassées de 2,7% pour cet exercice.

On relève à nouveau la forte progression des ventes des abonnements annuels (+ 9%, 79'648 unités et + 10,1% en 2010), gage de fidélisation de la clientèle. Les recettes des titres combinés et régionaux augmentent de 8,1% et les forfaits journaliers de 6,8%. Les abonnements mensuels augmentent plus modérément avec + 3,7%, mais sont en reprise par rapport à 2010. Les ventes de billets à l'unité sont quasiment stables.

La vente des billets et forfaits journaliers continue toutefois à être la première source de recettes, constituant 36,8% du total, mais l'écart avec celle des abonnements annuels s'amoindrit d'année en année et devrait, à ce rythme, se combler dans deux ans. La mise à disposition de billets gratuits dans le hall d'arrivée de l'aéroport connaît un succès croissant. En outre, Unireso continue sa progression de partenariat avec les entreprises et les communes du canton sur la vente des abonnements annuels et est actif au travers d'actions d'information et de marketing auprès du public genevois et transfrontalier. Quant aux recettes d'Unireso Régional, qui comptabilisent les recettes des parcours transfrontaliers, elles sont aussi en nette augmentation avec + 10,7%, due à l'adaptation tarifaire et à la progression de la vente des abonnements.

Les améliorations du réseau en lien avec la communauté tarifaire sont notamment la création des lignes T (La Plaine - Challes), O (Meyrin - Ferney Voltaire) et 74 reliant Saint-Gervais – Le Fayet – Genève, un nouvel abonnement « zone-parcours-zone » entre Genève et Annecy, de nouveaux abonnements Inter entre Genève et Nyon, Gland ou Rolle, et un nouveau titre de transport combiné avec la Fondation des parkings et le P+R de Bernex.

En termes de fréquentation, le nombre de voyageurs a augmenté de 9,5% pour les deux lignes CFF de Genève – La Plaine et Coppet – Lancy Pont-Rouge, de 20,8% pour la SMGN compte tenu de l'extension du service à 21 heures pendant juillet et août, et de 3,3% en moyenne pour les TPG, chiffre auquel le réseau de tram contribue le plus fortement avec + 6,7%, grâce notamment à la mise en service du dernier tronçon de la ligne 14 jusqu'au CERN en 2011.

Pour toute information complémentaire : Mme Sylvie Penel, économiste, direction générale de la mobilité, DIME, ☎ 022 546 78 98.

TPG 2012-2013 : un réseau stabilisé, des améliorations concrètes

Le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil un rapport répondant à une pétition de la Coordination transports et déplacements (CTD) demandant une meilleure efficacité des Transports publics genevois (TPG) par le biais notamment d'horaires cadencés, de fréquences supplémentaires et prolongées et d'une vitesse commerciale améliorée.

Le gouvernement relève qu'après les très fortes augmentations de l'offre de transports collectifs depuis une dizaine d'années et les modifications d'exploitation du réseau des Transports publics genevois (TPG) intervenues en décembre 2011, il a demandé aux TPG de parvenir à une amélioration substantielle de l'exploitation et du cadencement du réseau, ainsi qu'à une stabilisation et un lissage du réseau de tramways. [30 mesures seront mises en place pour le changement d'horaire du 9 décembre 2012](#) : l'année 2013 sera ainsi placée sous le signe de la stabilisation du réseau et le renforcement de la confiance des usagers.

Dès le 9 décembre 2012, les fréquences seront augmentées à l'heure de pointe du soir, qui est prolongée de 19h à 20h sur les lignes urbaines. Pour les lignes régionales, le standard de 15 minutes en heures de pointe se généralise petit à petit. Au printemps 2013, une relation directe en bus entre Annemasse, la rive gauche et la gare sera mise en service dans le cadre de l'offre de substitution prévue pendant les travaux de la liaison ferroviaire Cornavin -Eaux-Vives - Annemasse (CEVA). De même, la création d'une nouvelle ligne de bus directe reliant Carouge à la gare Cornavin est à l'étude. La ligne 5, partiellement doublée par une nouvelle ligne 25, assurera à nouveau une liaison directe entre la gare Cornavin et l'Hôpital.

Concernant les bus et trolleybus, le Conseil d'Etat s'est fixé comme priorité d'améliorer leur vitesse commerciale et plusieurs actions visant à atteindre ce but ont été menées, dont la mise en place de sites propres pour les trolleybus dans le quartier de la Jonction et d'une voie de bus sur la route des Jeunes. Par ailleurs, la mise en place de la voie de bus sur le pont du Mont-Blanc a permis de gagner plus de quatre minutes de temps de parcours. D'autres actions dans ce sens sont prévues prochainement sur la route des Acacias ainsi qu'à Rive et à Bel-Air.

Le passage à la fréquence a été introduit, en décembre 2011, tout au long de la journée sur le réseau tram. Cette mesure a été rendue possible grâce au fait qu'une seule et même ligne de tram circule dorénavant sur un tracé donné. Ce cadencement n'est toutefois pas parfait et les conditions de circulation des tramways doivent sans cesse être améliorées. Les cadences seront encore améliorées sur les lignes de tramways 14, 15 et 18, qui est le nouveau numéro de la branche CERN-Bel-Air, afin de la distinguer de la ligne 14 poursuivant son parcours sur le P+R de Bernex.

Compte tenu des contraintes actuelles du réseau genevois, qui n'offre pas de site propre sur tous les tracés, ni de priorité absolue dans les carrefours – contrairement à d'autres réseaux en Suisse ou à l'étranger –, le cadencement demeure difficile à mettre en œuvre sur l'ensemble du réseau de transports publics.

Les mesures prévues pour le changement d'horaire de décembre 2012 s'inscrivent dans un contexte où l'offre a déjà augmenté de 55 % entre 2002 et 2010 et où le plan directeur des transports collectifs 2011-2014 prévoit encore une augmentation de l'offre de +35 % sur cette période. Dans ce cadre, l'importante augmentation des fréquences des lignes de transports intervenue ces dernières années, rendue possible notamment par l'achat de matériel roulant, a également permis une diminution du temps d'attente aux arrêts.

Les efforts entrepris commencent à porter leurs fruits : une enquête comparative entre 53 localités suisses, publiée en septembre 2012, place le réseau des TPG en troisième position, juste après Zurich et St-Gall. Six ans auparavant, celui-ci n'était qu'au milieu du classement. Enfin, sur les cinq premiers mois de l'année 2012, la fréquentation globale du réseau TPG a augmenté de 3%, alors que celle des trams, qui représentent près de 50% des parts de marché, s'est accrue de 15 %.

*Pour toute information complémentaire : M. Blaise Hochstrasser, directeur général de la mobilité, DIME,
☎ 022 546 78 02.*

Approbation des comptes 2011 des fondations immobilières de droit public

La Conseil d'Etat a approuvé les comptes des cinq [fondations immobilières de droit public \(FIDP\)](#) et de leur secrétariat général pour l'exercice 2011 (fondation HEB Camille Martin, fondation HBM Emile Dupont, fondation HBM Emma Kammacher, fondation HBM Jean Dutoit et fondation HBM René et Kate Block).

Les FIDP gèrent plus de 6700 logements subventionnés – habitation bon marché (HBM) / logement d'utilité publique (LUP) – répartis sur l'ensemble du canton de Genève.

Les résultats des FIDP pour l'exercice 2011 se détaillent comme suit :

	Produits	Charges	Résultat *
Fondation HBM Camille Martin	20,03 MF	15,48 MF	+ 4,55 MF
Fondation HBM Emile Dupont	16,17 MF	14,84 MF	+ 1,33 MF
Fondation HBM Emma Kammacher	20,95 MF	16,47 MF	+ 4,48 MF
Fondation HBM Jean Dutoit	23,80 MF	18,73 MF	+ 5,07 MF
Fondation René et Kate Block	6,80 MF	5,99 MF	+ 0,81 MF

* avant amortissements immeubles selon normes IPSAS

Les bénéfices des fondations serviront à financer de futurs travaux de rénovation ainsi que la réalisation de nouveaux logements HBM. Dans l'intervalle, les disponibilités sont intégrées dans le système de « cash pooling » de l'Etat de Genève, qui permet à ce dernier de limiter le recours à l'emprunt.

Le secrétariat des FIDP, quant à lui, présente des comptes 2011 équilibrés, à hauteur de 3,82 millions de francs, tant pour les charges que pour les produits.

Pour toute information complémentaire : M. Michel Briefer, administrateur, service immobilier, office du logement, DU, ☎ 022 546 65 34.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
19 octobre 18h30	<i>Neon Parallax</i> , quand l'art public innove !	Plaine de Plainpalais	DIP VGe	Geneviève Bridel (DIP) ☎ 022 546 66 68
12 novembre 10h30	Grand Genève : signature des premiers contrats corridors biologiques transfrontaliers	Maison du Salève 775, route de Mikerne F – 74160 Présilly	DIME	Jean-Marc Mitterer ☎ 022 546 76 10